

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Avignon, le 08/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION

433, Chemin des Matouses
84470 Châteauneuf-De-Gadagne

Références : D-0207-2025
Code AIOT : 0006401556

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2025 dans l'établissement ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION implanté 433, Chemin des Matouses 84470 Châteauneuf-de-Gadagne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 27/03/2025 s'inscrit dans le cadre d'une action régionale sur la thématique perte d'utilité électrique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION
- 433, Chemin des Matouses 84470 Châteauneuf-de-Gadagne
- Code AIOT : 0006401556
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUNTORY exploite depuis 1965 une usine spécialisée dans la fabrication et la distribution de boissons non alcoolisées :

- boissons plates sans conservateurs aux fruits aromatisées (marques Oasis, Maytea, ...),
- boissons gazeuses carbonatées (marques Schweppes, Orangina, Gini, ...).

Les produits sont commercialisés auprès de la grande distribution ainsi qu'au niveau des circuits café, hôtels et restaurants.

A ce titre, l'exploitant utilise dans ses process des équipements chargés en fluides frigorigènes fluorés.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités
- AR - 6

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Actions engagées pour la mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	2 mois
3	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté une non conformité relative à l'absence de procédure de mise en sécurité des installations, en cas de perte d'alimentation électrique. Des compléments d'informations sont également demandés concernant la mise en sécurité de la station de traitement des effluents et l'autonomie de la centrale incendie. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection des installations classées à proposer à Monsieur le Préfet d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie, stratégie et mise en sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.[...]
Constats : Dans le cadre de l'inspection, seule la perte d'approvisionnement électrique a été contrôlée. En particulier, lors d'une coupure de l'alimentation électrique du site : <ul style="list-style-type: none">• la production s'arrête, le site n'étant pas équipé de groupe électrogène ou d'autre moyen de maintien de l'alimentation électrique ;• l'exploitant est immédiatement averti par l'arrêt de l'outil de production, l'arrêt des éclairages,... De même, des alarmes de dysfonctionnement de la chaudière se déclenchent avec report au niveau du poste de garde, y compris en cas de micro-coupure ;• concernant les besoins en refroidissement des installations, l'usine est équipée de tours aéroréfrigérantes, en lien avec les installations de compression. L'exploitant précise que les compresseurs sont automatiquement arrêtés en cas d'arrêt des tours ;• seuls sont secourus par batteries la centrale incendie et le serveur informatique. Concernant la protection incendie, le site ne dispose pas de sprinklage. Les moyens d'extinction (extincteurs, RIA) ainsi que la détection incendie (sur batterie) restent opérationnels. L'exploitant n'a pas identifié d'autre équipement devant être secouru électriquement, afin d'assurer la protection de l'environnement en cas de coupure électrique. L'exploitant précise qu'un exercice de coupure d'alimentation électrique a été effectué le 8 février 2025, afin de vérifier le bon fonctionnement des disjoncteurs au niveau des 8 postes TGBT. L'exploitant présente le rapport enedis n° 25800460 du 08/02/2025 mentionnant des résultats conformes, à l'issue de ce test effectué tous les 2 à 3 ans. L'exploitant indique également que la station de traitement des effluents s'arrête de fonctionner en cas de coupure et qu'aucun rejet ne peut avoir lieu par surverse gravitaire. Toutefois, les éléments techniques n'ont pas pu être apportés en séance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit, sous 2 mois, apporter les éléments justifiant de la mise en sécurité de la station de traitement des effluents en cas de coupure électrique, notamment concernant l'impossibilité d'un rejet au milieu non maîtrisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Actions engagées pour la mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité - Procédures & Consignes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <p>[...]</p> <p>-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.</p> <p>[...]</p> <p>-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme mentionné au PdC précédent, la production et les installations s'arrêtent automatiquement en cas de coupure d'alimentation électrique. L'exploitant indique que des rondes sont alors effectuées. Toutefois, il ne dispose pas de consigne particulière en cas de coupure, en vue du maintien en sécurité des installations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous 2 mois, mettre en place une consigne d'exploitation, décrivant les actions à mener afin de maintenir les installations en sécurité lors d'une coupure électrique, notamment pour prendre en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une coupure de longue durée, qui se prolonge au-delà de la durée d'autonomie de la batterie de la centrale incendie ; • les actions éventuelles à mener au niveau de la station de traitement des effluents ; • les rondes et actions de surveillance complémentaires.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité - Pérennité = 48h ?
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Article 56 Utilités.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.</p> <p>[...]</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 64« Equipements à l'arrêt.</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...). Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la capacité de la batterie de secours de la centrale incendie, ni du dernier entretien de cette dernière. Il ne dispose pas également de consigne particulière en cas de coupure, en vue du maintien en sécurité des installations (cf PdC précédent).</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit, sous 2 mois, évaluer l'autonomie de la batterie de secours de la centrale incendie et définir les mesures compensatoires à mettre en place, au-delà de cette durée (cf point de contrôle précédent). Il transmettra aussi le justificatif du dernier contrôle d'entretien de la centrale incendie, comprenant la vérification de la batterie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.</p> <p>Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.</p> <p>Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'a pas identifié d'installation ou d'équipement, dont la coupure d'alimentation électrique pourrait être à l'origine d'un phénomène dangereux conduisant à des effets irréversibles hors site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite